

10 janvier 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de l'investissement en France, à Latresne (Gironde) le 10 janvier 2013.

Monsieur le Premier ministre, maire de Bordeaux,

Monsieur le ministre, Mesdames les ministres,

Monsieur le Président du Conseil régional,

Monsieur le Président du Conseil général,

Monsieur le Président de la Communauté urbaine,

Vais-je citer tous les parlementaires et les élus...

Mais je voulais surtout saluer tous ceux qui contribuent à faire que, à travers l'Aquitaine, la France soit plus rayonnante, plus en avance par rapport à ce que doit être la compétition, ce que c'est la compétition.

Je suis ici à Aérocampus. Je remercie son Président de m'y accueillir, je le félicite surtout pour la réussite. Un ancien centre de la Direction générale de l'Armement qui a été transformé grâce au Conseil régional en un lieu de formation unique en France, que dis-je en France, en Europe ! Mais qui donne des chances à des jeunes de trouver demain l'emploi qui correspond à la fois à la demande des entreprises ici présentes et en même temps à leur vu le plus cher.

Il y a aussi ce mélange entre la formation, la qualification, mais aussi déjà la fabrication et la recherche.

Nous allons célébrer 50ème anniversaire du traité d'amitié entre la France et l'Allemagne, qui je le rappelle avait été signé par le Général de GAULLE et Konrad ADENAUER. Cet acte fort a permis de réconcilier deux pays qui s'étaient fait la guerre pendant deux conflits terribles. La réconciliation est faite, l'amitié est établie mais nous avons besoin de projets d'avenir. Le ministre des Affaires européennes est donc là, dans le cadre de ce cinquantenaire, et c'est très volontiers que nous mettrons un paragraphe spécifique pour dire que nous voulons ici, à Aérocampus, créer ce lycée franco-allemand. Si Madame MERKEL veut même venir visiter l'installation nous l'accompagnerons bien volontiers.

Je vous remercie pour l'invitation qui m'a été faite de venir ici dans la région de Bordeaux, en Aquitaine, visiter d'abord une entreprise, Amplitude Système, qui fait des lasers qui serviront si j'ai bien compris, non seulement à l'industrie mais également à la santé avec des perspectives de développement tout à fait évidentes. Vous m'avez ensuite emmené je n'ai pas tout compris, mais un livre m'a été remis et même en anglais je ferai l'effort vers la chimie organique, révélant ainsi combien l'université de Bordeaux compte de talents et de chercheurs. Là encore avec des liens avec des entreprises permettant de valoriser ce qui un moment s'invente dans nos universités. Je suis ici dans ce lieu de formation exceptionnel. Finalement il y a un trait d'union. Quel est-ce que vous préparez ? C'est l'économie de demain, c'est le futur de la France. Je suis donc aujourd'hui devant vous pour rappeler une évidence : il n'y a pas d'avenir possible sans investissement et donc notre pays doit retrouver le chemin de la croissance nous savons que c'est un chemin ardu et de l'emploi, parce que nous avons la volonté de réduire le chômage au moins à la fin de l'année 2013.

Mais nous avons, au-delà de ce qui est d'urgence, besoin d'une vision à long terme, d'une ambition collective, d'un projet qui nous porte ensemble, au-delà de nos différences. C'est pourquoi j'ai demandé au Gouvernement de préparer une stratégie d'investissement et d'établir le plus vite possible cette feuille de route pour dessiner la France de la prochaine décennie.

possible cette réunion de route pour dessiner la France de la prochaine décennie.

Cela ne veut pas dire que rien ne s'était fait avant. Au contraire, il y avait eu déjà le grand emprunt avec cette volonté. Monsieur Alain JUPPE et Monsieur Michel ROCARD y avaient largement contribué pour définir quels pouvaient être les domaines dans lesquels nous avions besoin d'investir.

Cela ne veut pas dire qu'il faudrait annoncer des milliards de euros, il faut toujours se méfier de ces incantations à coup de milliards dont on ne sait pas très bien d'où ils viennent. Après nous arrivons pas à les retrouver. Il s'agit plutôt de définir un cadre clair, stable pour les investissements publics, de soutenir autant qu'il est possible l'investissement privé et notamment innovant et d'identifier ensemble les domaines dans lesquels la France doit être pionnière, doit être première.

Alors reprenons ces trois points.

D'abord nous avons besoin d'un cadre stable pour l'investissement. Chacun connaît nos contraintes budgétaires, elles sont sérieuses. Nous ne pouvons pas manipuler les deniers publics pour annoncer des investissements, y compris pour le long terme, si nous n'avons pas la ressource nécessaire.

Ce qui suppose d'avoir un pilotage. Cela peut paraître paradoxal et même extravagant mais l'Etat ne connaît pas suffisamment ses propres investissements et donc n'établit pas une hiérarchie simple. Vous voyez cela crée déjà du mouvement, l'étonnement est à ce point ! Il n'établit pas une hiérarchie suffisante entre les projets d'investissement. Là encore, je souhaite que les grands projets d'investissement soient instruits en toute indépendance par un Commissariat général qui existe, qui est le Commissariat général à l'investissement.

Je veux également qu'on définisse une méthode pour le financement des investissements publics de l'Etat comme des collectivités locales. Je rappelle que les collectivités locales, c'est 70 à 75 % de l'investissement public. Il y a ce qui relève des budgets, budget de l'Etat je viens d'en parler qui suppose pilotage et hiérarchie mais aussi budget des collectivités locales et il y a ce qui appartient à des outils ou qui a été délégué à des opérateurs. C'est ce qu'on appelle la concession, le partenariat public privé.

Beaucoup a été dit sur ces instruments. Ils sont soit encensés soit décriés, c'est une tradition française d'être à ce point dans le binaire ! Il faudrait soit les abandonner en bloc parce qu'il y aurait du privé, soit les suivre parce qu'il y aurait du public. Gardons-nous de ces a priori. Quand une concession de service public permet de réaliser le viaduc de Millau en 3 ans au lieu de 15, sans un euro d'argent public, pourquoi nous en priver ? Ma méthode en la matière est donc pragmatique. C'est de prendre le meilleur instrument. Et les PPP comme on dit, les partenariats public/privé, c'est un instrument.

Les élus locaux sont confrontés quotidiennement à ces réalités et ils doivent être accompagnés pour qu'ils sachent exactement de quoi il en retourne. Car il y a des mauvaises surprises aussi avec ces partenariats où on découvre des locations exorbitantes et ensuite une gestion particulièrement coûteuse quand il n'y a pas eu même des phénomènes de rentes qui se sont installés. Alors plutôt que de jeter aux gémonies tel ou tel instrument, accompagnons c'est le rôle de l'Etat les investisseurs publics quels qu'ils soient, pour qu'ils puissent trouver la bonne structure, le bon montage pour leur projet.

Il ne s'agit pas de se substituer aux collectivités, il s'agit de leur apporter, à tous les décideurs publics, dans un double souci d'efficacité et de sécurité juridique, tous les moyens pour faciliter la concrétisation des projets d'investissement, parce qu'il y a une nécessité, une exigence, c'est qu'il faut aller vite. Je dis souvent, aller chercher de la croissance n'est pas facile certains s'y sont essayés, chercher de la croissance quand il y a une demande qui est faible, une offre qui n'est pas encore suffisamment compétitive, cela prend du temps.

En revanche il y a un moyen de trouver de la croissance, c'est de réaliser tout de suite ce qui est prévu plus tard, d'anticiper, de raccourcir. Si nous faisons dès 2013 ce qui était prévu en 2014, alors nous nous sommes donné un gain de croissance sans qu'il en coûte quoi que ce soit. Il faut donc trouver à chaque fois le bon instrument, le bon opérateur, la bonne manière de réaliser.

Mais nous ne pouvons investir l'argent public sur tous les fronts et sur tous les sujets.

Il y a donc ce qui existe déjà - le programme d'investissement d'avenir issu du grand emprunt -, il y a eu des engagements qui ont été pris, des crédits qui ont pu être versés. Nous pouvons aller plus vite. J'ai demandé qu'il en soit ainsi et que puisse être redéployée sur de nouvelles priorités une part de ce programme d'investissement d'avenir : 2 milliards de euros le seront, notamment pour le soutien à l'innovation : les filières numériques, la transition énergétique, l'économie du vivant c'est-à-dire la santé et la formation, car comme il a été dit, nous pouvons mettre du programme d'investissement d'avenir sur la formation.

Il y a aussi d'autres fonds qui existent et je m'aperçois qu'ils ne sont pas suffisamment utilisés : les fonds structurels européens. Nous avons une sous-consommation de ces crédits. Alors est-ce que cela est dû c'est ce que pense monsieur Alain Rousset à une trop grande centralisation ? C'est possible et c'est pour cela que nous allons décentraliser les fonds structurels au profit des régions. Mais est-ce que cela est dû aussi au fait que les collectivités elles-mêmes parce qu'elles ne sont pas non plus exemptes de critiques mettent aussi du temps à les utiliser ? Nous ne sommes pas le seul pays concerné mais en tout cas, quand j'ai proposé au mois de juin un pacte de croissance pour l'Europe, la première décision que nous avons prise a été de consommer les fonds structurels européens qui remontaient à Bruxelles et qui n'avaient pas été l'objet d'utilisation.

Nous y avons ajouté l'augmentation de capital d'une banque la banque européenne d'investissement et là encore la France doit aller au guichet de cette banque européenne d'investissement. Parce que là aussi découverte ! les premiers qui y vont ne croyez pas que ce soient les plus pauvres ce sont les plus riches, c'est l'Allemagne qui va chercher le plus de crédits ! Ne croyez pas que ce sont les plus européens, ce sont les britanniques qui vont chercher le plus de crédits auprès de la banque européenne d'investissement ! Le programme universitaire britannique a été largement financé à travers la banque européenne d'investissement.

Notre premier devoir alors que nous avons augmenté le capital de cette banque, que nous avons dégagé des fonds structurels, que nous avons même inventé une sorte de PPP à l'échelle européenne avec ce que l'on appelle les Project bonds est donc d'aller chercher ces financements. Ce sera le rôle du ministre des Affaires européennes avec les préfets de région, les Présidents de régions et de collectivités de faire en sorte que nous puissions mobiliser ces fonds pour la croissance. Voilà ce qui est pour le cadre dans lequel les investissements publics doivent se déployer.

Il y a maintenant ce qui relève des investissements privés, facteurs-clés de la compétitivité. Nous avons introduit le crédit d'impôts compétitivité-emploi et cela va représenter quand même 4 % d'allègements de la masse salariale dès 2013. Encore faut-il que le dispositif soit connu ! Je vous invite donc tous ici à promouvoir cet instrument, avec même un « vrai préfinancement » pour les entreprises qui veulent avoir accès à ce crédit d'impôts. Vous savez que ce mot crédit d'impôts est assez particulier : nous savons ce que c'est un crédit, nous savons ce que c'est un impôt, mais nous nous demandons ce que c'est un crédit d'impôts ! C'est un impôt que l'on ne paye pas c'est assez rare pour être relevé donc le crédit d'impôts c'est ce que l'entreprise ne paiera pas sous la forme de l'impôt sur les sociétés dès lors qu'elle a une masse salariale.

Le meilleur exemple que l'on peut donner du crédit d'impôts celui-là nous l'avons sanctuarisé et même élargi parce que cela marche très bien, je le dis d'autant plus que ce n'est pas nous qui l'avons mis à ce niveau de déploiement c'est le crédit d'impôts recherche. C'est donc le même système appliqué à l'emploi. Nous devons donc promouvoir ce crédit d'impôts parce qu'il faut qu'il soit utilisé pour l'embauche si c'est possible et pour l'investissement.

De la même manière nous avons un besoin de relocaliser un certain nombre d'investissements en France : c'est-à-dire des fabrications qui sont aujourd'hui faites à l'étranger, qui ont pu être réalisées dans l'esprit de conquérir des marchés et qui en réalité peuvent parfaitement revenir en France. Pour cela il faut qu'il y ait des incitations fiscales et financières : elles sont ou seront mises en place. La Banque publique d'investissement sera mobilisée dans cette perspective et les missions de l'Agence française des investissements internationaux seront élargies pour permettre cette relocalisation d'activités productives en France. Faut-il encore que notre territoire soit attractif et donc nous devons là encore y travailler.

Autre idée : nous allons lancer un programme de soutien à l'innovation de rupture, c'est-à-dire celle qui n'est pas simplement la continuité mais qui permet une génération de nouveaux produits, exactement comme ce que j'ai vu à Amplitude : nous sommes dans une recherche qui débouche sur une filière industrielle et qui nous permettra d'être leaders dans un certain nombre de domaines pour les 20 prochaines années.

Là encore, nous allons dégager un budget pour financer la recherche et le développement de ces projets et innovations de rupture et une enveloppe de 150 millions de euros est dorénavant affectée à ce programme. C'est un premier amorçage et là encore la Banque publique d'investissement pourra compléter.

Et puis le dernier point que je voulais évoquer devant vous, c'est que nous pouvons avoir un cadre pour l'investissement public, nous pouvons avoir un bon système de soutien à l'investissement privé il faut savoir quels sont les grands domaines dans lesquels nous avons besoin d'investir : 5 domaines d'investissement me paraissent essentiels.

Le premier il peut paraître traditionnel mais il peut aussi être un facteur d'innovation -, c'est le logement. Nous avons besoin de redonner confiance aux acteurs, de la visibilité pour qu'ils puissent investir. J'ai demandé à la ministre du logement de favoriser par tous les moyens la réduction des délais de construction : entre le moment où une décision est prise pour promouvoir une opération immobilière - que ce soit dans le parc social ou dans le parc privé - et le moment où elle est livrée, 5, 6, 7 ans parfois ! Nous avons donc absolument besoin de raccourcir tous ces délais. Il y a ce qui relève des normes administratives nous y travaillerons et aussi des procédures.

Nous devons également faire en sorte que les terrains publics soient libérés. Finalement, ici, un terrain et des bâtiments publics ont été libérés. On m'a dit que cela avait coûté un peu cher, mais pas très cher ! Je ne vais pas revenir ici sur la négociation, mais en tout cas ce n'était pas le prix de départ ! Il y a une continuité de l'Etat ! C'est toujours trop cher et c'est pour cela que nous avons dit que pour les terrains publics qui seront offerts à des collectivités locales pour construire ou faire construire des logements sociaux, cela sera zéro. Il n'y aura même pas à négocier, ce sera gratuit. Nous devons donc et je demande aux préfets de région d'y être particulièrement attentifs livrer ces terrains le plus rapidement possible.

Il y a un deuxième domaine une fois que nous avons dit que le logement restait une grande priorité c'est la rénovation thermique, la transition énergétique. Là, nous devons non seulement être les meilleurs pour développer de nouvelles technologies il y en a en France et nous sommes même en avance par rapport à d'autres pays mais c'est également un élément de baisse des charges pour les ménages et donc un facteur d'amélioration du pouvoir d'achat, et aussi un élément de réduction de notre dépendance énergétique. Nous devons donc soutenir tous ces investissements, mobiliser des fonds d'épargne venant de la Caisse des dépôts et le Premier ministre présentera, dès février, un programme de financement pour enclencher les décisions des acteurs. Les règles changeant chaque année, plus personne ne comprend exactement l'intérêt qu'il a à faire de la rénovation thermique.

Le troisième domaine, c'est le numérique. La France devra être couverte en très haut débit d'ici 10 ans. J'ai pris cet engagement enfin, je ne me suis engagé que sur 5 ans mais j'ai donné au moins la perspective ! La présence de ces réseaux numériques, c'est un enjeu d'égalité je pense aux territoires ruraux, c'est un enjeu d'attractivité impossible de faire venir une entreprise s'il n'y a pas de très hauts débits, et c'est un enjeu de compétitivité pour notre économie. La première étape de ce plan, c'est donc le quinquennat et je veux que nous puissions mettre du très haut débit dans la plupart de nos villes.

Ensuite, je pense qu'il nous faut réfléchir à des « quartiers numériques », à des « cités numériques ». Là aussi, il y a une compétition. J'ai compris que certaines capitales qui voudraient nous faire concurrence avaient l'idée de ces « quartiers numériques » avec des outils défiscalisés. Nous devons nous y préparer. Pas simplement dans la région Ile-de-France : dans les grandes régions françaises nous devons avoir des « quartiers numériques », là où l'on peut faire venir des « start-up », des entreprises et leur proposer les meilleurs services pour développer leur activité et leur innovation.

innovation.

Quatrième domaine, les transports. Là aussi, la France est encore en avance. Nous devons donc réfléchir à une programmation des infrastructures et ne pas considérer que tout est prioritaire. Il y avait encore un schéma, il y a peu, où toutes les autoroutes et toutes les lignes TGV étaient considérées comme prioritaires. C'est-à-dire que plus rien n'est prioritaire ! Alors, maintenant, chacun s'accroche à ce qui avait été annoncé. Mais les sommes correspondantes ne sont pas trouvables aujourd'hui, en tout cas dans un délai raisonnable.

Nous devons donc là aussi établir des priorités, tenir compte de nos contraintes et dire ce que nous voulons faire : les transports du quotidien notamment dans les grandes villes ici, vous avez montré l'exemple la rénovation des réseaux existants notamment ferroviaires et fluviaux je souhaite que nous puissions rénover au moins 1 000 km par an de réseau ferroviaire. Là encore, un schéma national sera proposé.

Les infrastructures de transport, c'est aussi un investissement d'avenir. Ce n'est pas simplement une amélioration des liaisons ou un confort supplémentaire même s'il est nécessaire, notamment en Ile de France £ mais c'est également des technologies. Depuis 8 mois que je suis président de la République, je vais dans un certain nombre de pays et la plupart des grands pays émergents sont en négociation avec nos grandes entreprises de transport pour faire des métros, pour faire des tramways. Nous avons un avantage considérable. Mais nous ne sommes pas les seuls : vous avez vu ce que les Chinois ont été capables de faire. Nous devons donc, là encore, mettre en œuvre ces technologies.

Il y a ce qui relève du Grand Paris qui n'est pas un projet simplement pour une région mais pour la France toute entière. Et puis il y a aussi des lignes je suis ici en Aquitaine : il y a les 250 km de lignes à grande vitesse entre Tours, Bordeaux et la suite Si je sais qu'il y a des endroits où c'est toujours difficile, cela passera parce que cela doit passer et c'est l'avenir.

Ensuite nous avons nos infrastructures autoroutières. Là encore, j'ai demandé au ministre des Transports de voir j'ai cru comprendre quelque soulagement comment nous pourrions aménager un certain nombre de concessions pour que nous puissions avoir davantage de constructions avec une évaluation des rendements et des avantages de certains concessionnaires.

Enfin, le dernier domaine et je suis là dans ce qui peut illustrer c'est l'aéronautique. C'est un fleuron de la France. 8 projets dans le cadre du PIA (programme d'investissement d'avenir) sont actuellement lancés pour 1,5 milliard d'euros. L'Etat je tiens à le redire ici, devant vous, dans cette région de l'Aquitaine est déterminé à soutenir ce secteur d'excellence. Je donnerai deux illustrations. C'est ce que nous pouvons faire pour les avances remboursables pour l'A350 : cela va représenter 670 millions d'euros £ et également pour l'hélicoptère X6 d'Eurocopter. Je n'ai pas cité Dassault mais nous avons aussi, bien sûr, avec cet avionneur des projets qui permettent de rentrer dans cette perspective de conforter notre domaine d'excellence.

Je n'aurai terminé puisque j'ai évoqué 5 domaines, je ne vais pas en ajouter d'autres même si c'est une tradition française de considérer que tout est prioritaire mais au-dessus de tout ou avant tout, il y a l'Université, la Recherche et l'Enseignement supérieur. Un plan a été engagé le plan Campus nous devons l'amplifier et là encore nous aurons non seulement à dégager des moyens supplémentaires des moyens financiers et juridiques mais à leur donner plus d'ampleur encore. Je me félicite qu'ici, pour la nouvelle Université de Bordeaux, vous ayez trouvé un mécanisme particulièrement intelligent je n'ose pas dire innovant qui est le partenariat public/public. Il vous a quand même permis d'obtenir de la Caisse des dépôts un certain nombre de financements quelle ne faisait pas jusqu'à présent. Je crois donc que vous avez été capables de trouver une solution qui permet à une première tranche d'être engagée et que la ministre avait annoncée dès le mois de novembre.

Je veux saluer aussi les collectivités locales et je leur lance aussi cet appel : l'investissement, c'est une responsabilité de l'Etat pour définir nos priorités, nos grands domaines d'excellence £ mais ce sont les collectivités locales qui, la plupart du temps et sur tous les territoires, permettent que nous puissions atteindre une partie de ces objectifs. C'est pourquoi j'ai veillé à ce que la Caisse des dépôts puisse dégager une enveloppe pluriannuelle de 20 milliards d'euros c'était 12 précédemment sur 5 ans pour accompagner le financement des collectivités locales et des

hôtiaux car nous avons aussi besoin d'apporter aux hôpitaux les moyens de renouveler un certain nombre de matériels.

J'ai aussi le souci des fonds propres des entreprises. S'il n'y a pas d'apports en capitaux venant de la société, c'est très difficile pour les entreprises même innovantes de pouvoir se développer. Là encore, il faudra mobiliser un certain nombre de fonds qui existent aujourd'hui. Je pense par exemple au Fonds de réserve des retraites, il est très important même s'il n'est pas aussi doté que nous le souhaiterions. Ces fonds-là doivent investir en actions françaises et pas simplement en actions étrangères ou en obligations d'Etat. Ce qui compte, c'est de financer l'entreprise innovante et plutôt la PME et la société non cotée. Nous devons donc aussi mobiliser ces fonds pour aller vers l'investissement public. Je n'oublie pas le secteur bancaire même si lui-même pourrait se laisser oublier. Ce serait dommage car nous avons aussi besoin de banques qui financent l'investissement privé comme public.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais dire. Nous avons besoin de toutes les énergies si nous voulons redresser la France, publiques comme privées, parce que c'est un défi qui nous concerne tous. Je ne distingue pas entre les forces qui composent la France. Nous avons besoin d'entrepreneurs, de salariés, d'agents publics, de chercheurs, bref de toutes les capacités de la France : des jeunes générations pour lesquelles nous avons le devoir de donner une formation d'excellence et des plus anciens qui doivent leur transmettre leur savoir-faire, c'est l'idée du contrat de génération et de tous les partenaires et aussi puisque je prends le mot de « partenaire » des partenaires sociaux.

Ils sont actuellement engagés dans une négociation qui est essentielle puisqu'elle porte sur la sécurisation de l'emploi pour lever ce que j'appelle la « double peur » : peur du salarié d'être licencié, peur de l'employeur de débaucher. Nous devons faire en sorte qu'il y ait plus de sécurité pour le salarié et pour l'employeur, plus de souplesse aussi pour que nous puissions nous adapter aux conjonctures, aux situations, aux aléas. C'est cette négociation qui est en cours. Elle prendra encore quelques heures mais je sais que les partenaires sociaux, je leur fais confiance, saisiront cette occasion.

Nous avons besoin de tous et c'est en rassemblant nos forces, en donnant le meilleur de nous-mêmes que la France se redressera. La France a besoin de confiance et de volonté. J'ai donc été très heureux de venir ici en Aquitaine car j'ai trouvé et la confiance et la volonté. Merci donc pour votre accueil et pour l'excellence dont vous avez fait la démonstration.